



## Assemblée générale

Distr. limitée  
2 novembre 1999  
Français  
Original: anglais

---

### Cinquante-quatrième session

#### Première Commission

Point 80 de l'ordre du jour

**Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi  
de certaines armes classiques qui peuvent être considérées  
comme produisant des effets traumatiques excessifs  
ou comme frappant sans discrimination**

### **Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination**

#### **Note du Secrétariat concernant les responsabilités qui seraient confiées au Secrétaire général en application du projet de résolution A/C.1/54/L.52**

1. Aux termes du paragraphe 4 de la section II et des paragraphes 2 et 4 de la section III du projet de résolution A/C.1/54/L.52, l'Assemblée générale :

a) Prierait le Secrétaire général de fournir à la deuxième conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II, ainsi qu'à son comité préparatoire, l'assistance nécessaire et les services éventuellement requis;

b) Prierait le Secrétaire général de fournir à la deuxième conférence d'examen des États parties à la Convention, ainsi qu'à son comité préparatoire, l'assistance nécessaire et les services éventuellement requis, y compris des comptes rendus analytiques;

c) Prierait le Secrétaire général, en sa qualité de dépositaire de la Convention et des protocoles y annexés, de continuer à l'informer périodiquement des ratifications, acceptations et adhésions concernant ces instruments.

2. Les demandes formulées au paragraphe 4 de la section II et dans les paragraphes 2 et 4 de la section III du projet de résolution A/C.1/54/L.52, concernant les fonctions de dépositaire qu'exerce le Secrétaire général, relèvent du programme 26 (Désarmement) du plan à moyen terme pour la période 1998-2001, tel qu'il a été révisé, et du chapitre 4 (Désarmement) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001.

3. En ce qui concerne les demandes formulées au paragraphe 4 de la section II et au paragraphe 2 de la section III, un certain nombre de décisions restant à prendre quant à l'organisation des conférences en question, il est impossible à ce stade d'indiquer les dépenses qui en résulteraient.

4. Aucun crédit n'a été inscrit au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001 afin d'entreprendre les activités qui découleraient de ces demandes. On notera que la conférence d'examen et son comité préparatoire, de même que la conférence annuelle et son comité préparatoire, sont des conférences des États parties à la Convention. Dans le passé, les conférences découlant de traités multilatéraux dans le domaine du désarmement, en particulier la conférence d'examen des États parties à la Convention, ont inclus dans leur règlement intérieur des dispositions relatives aux arrangements pris pour couvrir les dépenses de la conférence, y compris les sessions du comité préparatoire. En vertu de ces arrangements, aucune dépense additionnelle n'a été imputée au budget ordinaire de l'Organisation. On notera également à ce propos que l'article 13 du Protocole II modifié dispose que le coût de la Conférence des Hautes Parties contractantes est à la charge de celles-ci et des États non parties participant aux travaux de la Conférence, les dépenses étant réparties sur la base du barème des quotes-parts de l'Organisation des Nations Unies, ajusté en conséquence. La pratique suivie par l'ONU consiste à se faire rembourser les dépenses d'administration et autres dépenses d'appui qu'entraîne l'exécution de ces activités, sur la base d'un taux de 13 % du coût desdites activités. En conséquence, ces dépenses seraient aussi à la charge des Hautes Parties contractantes et des autres États qui, en application du règlement intérieur, seraient invités à participer à la conférence et accepteraient cette invitation.

5. Il est rappelé à la Commission qu'en vertu de la pratique établie, les activités découlant de conventions ou de traités internationaux qui doivent être financées autrement que par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies ne peuvent être entreprises que si des ressources suffisantes pour en couvrir le coût ont été reçues à l'avance. Ces ressources devraient en l'occurrence être versées par les Hautes Parties contractantes et les autres États qui, conformément au règlement intérieur, seraient invités à participer à la conférence et accepteraient cette invitation.

6. **En conséquence, si l'Assemblée générale adoptait le projet de résolution A/C.1/54/L.52, il n'y aurait pas à inscrire de dépense additionnelle au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001.**